

Er bat

Fracture navarraise

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
13 novembre 2008
N° 2053
1,22 €

BIHAR HERRI

la création populaire

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Un Obama est-il possible en France ?

UN noir est entré à la Maison-Blanche. Du coup le modèle démocratique des droits de l'Homme à la française s'interroge sur la persistance de ses blocages et sur ses victimes du racisme ordinaire. Le pacte républicain proclame l'égalité des citoyens mais, dans les faits, noirs et maghrébins demeurent des exclus. Un seul député noir métropolitain et pas un seul maire alors que quarante noirs sont membres du Congrès américain et que des gouverneurs, des maires de grandes métropoles, Los Angeles, Chicago, New-York ou Atlanta, sont noirs. La France, d'après l'élection de Barack Obama, se pose-t-elle les bonnes questions pour comprendre et rattraper son différentiel ?

La société américaine vient pourtant de beaucoup plus loin dans la ségrégation raciale. On peut même dire qu'elle s'est construite sur cette fracture humaine avec la guerre civile de Sécession de 1861-1865 opposant esclavagistes du Sud et abolitionnistes du Nord qui l'emportèrent. Pour résoudre la «question noire», ils l'affrontèrent sans hypocrisie en commençant par reconnaître l'identité individuelle différenciée: on est recensé noir ou blanc dans les documents publics et privés. Tout ceci est repris dans les statistiques officielles des Etats. C'est dire que la lutte pour l'égalité des droits n'est pas inscrite informellement dans de généreux principes —et donc toujours contournés comme en France— mais dans des lois concrètes. La montée progressive des élites noires aux pouvoirs locaux et aujourd'hui la plus haute fonction, s'est faite à partir des grandes lois civiques de 1965. Ainsi, l'élection de Barack Obama n'est pas seulement attribuée au talent d'un homme. Elle est inséparable des grandes lois libératrices des administrations Kennedy et Johnson qui donnèrent le droit de vote aux noirs et facilitèrent l'accession sociale de nouvelles élites afro-américaines. L'élection de Barack Obama n'aurait pas été possible sans le succès préalable des grands élus locaux. Comment pouvait-on briser autrement que par des incantations égalitaristes à la française les barrières raciales entre noirs et blancs? Faut-il rappeler le temps encore tout proche des bus, des écoles, des bars interdits aux noirs, des violences meurtrières du Ku Klux Klan, des émeutes noires de Los Angeles... Si la «discrimination positive» (affirmative action) est un concept sacrilè-

ge en France, tout comme celui de communauté noire, il est cependant un facteur non négligeable de l'égalité des chances aux Etats-Unis. Martin Luther King se battait pour le rêve américain alors que d'autres voulaient un «pouvoir noir» (Black Panthers). Mais les deux voix parlaient bien de droits spécifiques pour les noirs et demandaient que la loi codifie et organise la différence des races. Les porte-paroles de la communauté noire s'opposent vigoureusement à toute velléité de remplacer les critères raciaux par des critères sociaux, contrairement aux tenants de l'égalitarisme républicain à la française. L'élection à la présidence de Barack Obama, après des centaines d'autres à l'échelon local, montre que ces combats spécifiques assumés sont parvenus institutionnellement à abolir la ségrégation et que la contribution des noirs en tant qu'Américains est reconnue. Cela permet aujourd'hui au 1^{er} Président noir de se situer dans une Amérique post-raciale et d'envisager désormais pour chaque noir un parcours personnel comme le sien, à la méritocratie.

Si les situations et les histoires sont dissemblables, reste qu'il est structurellement difficile en France —pourtant fascinée par l'élection d'un noir à la Maison-Blanche— de s'inspirer du modèle américain. La République ne connaît humainement que des citoyens. Elle est fondée sur des droits individuels et demeure allergique à la reconnaissance de droits collectifs. Les lois sur les associations et les syndicats ont mis cent ans à voir le jour après la Révolution de 1789. Le système est fait pour que le citoyen soit seul, donc faible, face à l'Etat. Organiser collectivement la différence sent le souffre du communautarisme honni. L'égalité des chances et l'ascenseur social, s'ils ne sont pas organisés, restent des vœux pieux. Ainsi prospère le racisme ordinaire des CV jetés à la poubelle, des logements discriminés, des marginalisations électorales et professionnelles. En France, le droit à la différence n'est que cynisme. Un pays qui a fait son unité par la négation de ses peuples indigènes et l'assimilation des émigrés par substitution et non addition de leurs multiples richesses culturelles, un pays qui nomme pudiquement, presque honteusement, certaines minorités de «visibles», est un pays peu apte à porter un jour à l'Élysée un Barack ou un Mohammed.

Lizarrarako girorik ez

EGUN historiko batez zabaldu du bere azken agiria ETak. Barack Obamak Estatu Batuetako hauteskundeak irabazteak sortu zuen zurrunbiloaren erdian, ETaren agiriak ez du hainbesteko oihartzuna ukan. «Lizarra-Garaziko edukiei lotzeko» deia egin du ETak, eta hori da gehien bat azpimarratu dena. Edukiak aipatzen ditu ETak («autodeterminazioan oinarritutako Marko Demokratikoa»), baina orduko kontestutik eta girotik arras urrun gelditzen da agiriaren tonoa.

Agiri luzea egin du ETak, eta zati luzeena EAJ kritikatzeko erabili du, «Urkullu, Ibarretxe eta Egibarren PNV» aipatuz, izen eta guzi. Hots, EAJren baitako tendentzia guziak bere kritiken jomugan ezartzen ditu ETak. «Espainian eroso bizi nahi du PNVk, garaiak inoiz aldatuko ez diren esperantzaz. Ez du gatazka gainditu eta konpondu nahi, txanpon horren beste aldea egungo markoa gainditu eta benetako marko demokratiko bat sortzea dela badakielako».

PSE-EE, PP, UPN eta Frantziako eta Espainiako gobernua

baino anitzez gehiago kritikatzeko du EAJ, EAJ balitz bezala ETaren etsairik handiena. Berriz ere Lizarra-Garaziko akordioaren gisako batera itzultzeko, alta, EAJren beharra izanen da, eta hain etsai eta hain euskaltasunaren kontrako gisa kokatzen badu, ETak nekez ikusten du EAJrekin zerbait egiteko paradarik. Beraz, agiria irakurriz, ez du iduri ETak beste Lizarra-Garazi bat hurbil ikusten duenik.

Eta ez da EAJ kritikatzeko duen alderdi abertzale bakarra. Nafarroa Bai ere kritikatzeko du, eta horren bidez, Aralar eta EA ere. «Abilezia berezia erakutsi dute Nafarroa Baiako ardura-dunek ezker abertzalea zokoratu, ETaren ekintzen aurka inor baino ozenago agertu eta Guardia Zibila euskal herritarren defentsan jokatzeko omen duen papera goraiatzeko garaian. Fitsik ez Nafarroak jasaten duen errepresio basa eta euskaltasunaren zanpaketaen aurka». Oro har, karikaturaz eta sinplismoz bete den agiri horretan, Nafarroa Bai-aren kontra egiten dituen kritika horietan gezurrak ez dira falta. Ez da tonoa egokiena

(Segida 9 garren orrialdean) 



... pas tant que ça que Barak Obama, nouveau président élu, attende jusqu'au 20 janvier pour recevoir le témoin de Bush. Normal, il ne voulait rien faire avant la tamborrada de Saint-Sébastien!

... que tout en votant massivement Obama, les électeurs de Californie décident par referendum l'abolition du mariage homosexuel, instauré par la Cour suprême de l'Etat. 70% des électeurs noirs et plus de la moitié des latinos ont, en effet, apporté leur soutien à la consultation soutenue par des groupes religieux conservateurs. Le jury populaire a déjugé les juges...

... que toujours par referendum, le Dakota du Sud et le Colorado maintiennent le droit à l'avortement. A la même heure, le Michigan et le Massachusetts, eux, autorisaient le marijuana, en petite quantité, à des fins thérapeutiques. Le fédéralisme, c'est compliqué... mais beaucoup moins qu'obtenir un referendum sur le département Pays Basque!

... que le Canada, un des principaux exportateurs d'amiante, ait obtenu des institutions internationales la non-inscription de ce minéral sur la liste des produits dangereux. Louis XV a bien eu raison de les laisser partir!

... qu'au moment où l'Amérique se choisit un président afro-américain, le prix Goncourt soit décerné à l'afghan Atiq Rahimi, le Renaudot au guinéen Tierno Monémbo et que le franchouillard Jean-Luc Mélenchon, désavoué par la base de son parti, quitte le PS...

... de l'obstination du ministre Hortefeux d'inclure dans le contrat d'intégration des émigrés sur le sol français la bonne compréhension des paroles racistes et guerrières de la Marseillaise. Serait-ce pour leur donner une bonne raison de la siffler au stade de France?

... qu'en ces temps de dégraissage dans la fonction publique, les affectations dans les cabinets ministériels aient curieusement augmenté de 397 personnes et que les primes aient été majorées de 20%. Dans une monarchie élective la disette est pour le peuple, seule la cour s'engraisse.

... que Hervé Eon ait été condamné à 30 euros avec sursis par le tribunal de Laval, jeudi 6 novembre, pour offense au président de la République, pour avoir brandi, au passage du cortège présidentiel, une affiche «Casse-toi pov'con». Sarkozy, dans sa mesquinerie, ferait appel pour exiger de plus juteux droits d'auteur!

... que l'amour démesuré des biarrots pour la Soule nous ait permis de goûter, à la même heure, vendredi 7 novembre, un spectacle au Casino municipal sur le chant et la danse souletines et au Théâtre du Versant une rencontre-débat sur la pastorale. Ils se sont octroyés la part du lion... souletin bien sûr!

Sombres perspectives au Kurdistan

David Lannes

EN février 2008, plusieurs milliers de soldats turcs pénétraient dans le nord de l'Irak pour y traquer des rebelles kurdes du PKK. Depuis cette opération militaire, la plus importante de ces dix dernières années, la situation n'a cessé de se dégrader au Kurdistan de Turquie. Sur le plan militaire, les accrochages sont de plus en plus nombreux.



17 militaires turcs ont ainsi péri dans l'attaque d'un poste frontière par 400 militants du PKK au début du mois d'octobre, et 4 policiers mourraient dans un attentat peu après.

L'espoir suscité par l'arrivée d'Erdogan est retombé

De son côté, l'armée turque a multiplié les raids aériens et pilonnages d'artillerie de présomées bases rebelles au nord de l'Irak. Sur le plan politique, la situation n'est guère plus brillante comme en témoignent l'apparition dans tout le pays d'affrontements entre Kurdes et nationalistes turcs et la multiplication de manifestations kurdes contre le gouvernement du Premier ministre Tayyip Erdogan. Et la recrudescence des «bavures» policières (une trentaine de morts depuis le début de l'année) est rien moins que rassurante...

Assiste-t-on comme le craignent plusieurs observateurs à un retour des années noires au Kurdistan de Turquie? On peut en tout cas affirmer sans risquer de noircir outrancièrement le tableau que l'espoir suscité par l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir est bien retombé. Cet espoir s'était en grande partie fondé sur un discours de M. Erdogan en 2005 qui marquait une rupture radicale avec la po-

litique habituelle de la Turquie: «Le problème kurde n'est pas le problème d'une partie de notre peuple, mais le problème de tous. C'est donc aussi le mien. Nous allons régler chaque problème avec encore plus de démocratie, plus de droits civils, et plus de prospérité, dans le respect de l'ordre constitutionnel, du principe républicain et des principes fondamentaux que nous ont légués les pères fondateurs de notre pays». Plusieurs mesures en faveur de la culture kurde et de lourds investissements dans la région vinrent par la suite donner du corps à ce discours. Cette politique porta ses fruits puisque lors de son éclatante victoire aux élections législatives de juillet 2007, le parti de M. Erdogan (l'AKP) réussit à s'imposer dans de nombreuses zones du Kurdistan de Turquie, au détriment du parti pro-kurde DTP.

Le parti pro-kurde pourrait être interdit

Cette victoire électorale était-elle le seul objectif des beaux discours de l'AKP? C'est ce qu'affirment plusieurs leaders politiques kurdes qui observent amèrement que depuis sa victoire aux législatives de 2007, le parti de M. Erdogan semble bien moins se soucier des droits des Kurdes. En fait, la lune de miel entre l'AKP et la population kurde n'aura duré que quelques semaines puisque trois mois à peine après sa victoire électorale, M. Erdogan céda à la pression des généraux turcs et les autorisa à pénétrer au nord de l'Irak pour traquer les combattants du PKK. Cette décision a été une véritable douche froide pour tous les Kurdes qui espéraient que l'AKP apporterait une réponse politique au problème kurde. Comme je l'ai dit plus haut, la situation s'est depuis considérablement dégradée et pourrait encore empirer si le parti pro-kurde DTP se voyait interdit par la Cour constitutionnelle qui se penche actuellement sur le dossier...

Cette possibilité d'une interdiction du DTP est vraiment à prendre au sérieux puisque l'AKP —pourtant au pouvoir— a lui-même échappé d'extrême justesse à une telle mesure cet

été. Alors que l'AKP se voyait accusé de vouloir islamiser la Turquie, le DTP est quant à lui soupçonné de menacer «l'intégrité indivisible de son territoire et de sa nation». Même si c'était vrai, on voit mal en quoi l'interdiction de ce parti kurde améliorerait les choses. L'un des députés du DTP, Bengi Yıldız, estime ainsi que «ceux qui veulent fermer le DTP entendent mettre un terme aux aspirations des Kurdes à la démocratie». C'est d'autant moins excusable que, selon plusieurs personnalités kurdes, l'aventure politique du DTP était plutôt mal vue par le PKK et constituait donc une sorte d'ouverture de la part du mouvement kurde.

Des régions autonomes

Par ailleurs, le chef d'accusation contre le DTP est un peu anachronique puisque même le PKK a renoncé depuis les années 90 à sa revendication d'indépendance. Le DTP vient ainsi de diffuser une brochure intitulée «Document démocratique d'autonomie» dans laquelle il présente son projet politique: une division de la Turquie en 20 ou 25 régions autonomes et une Constitution plus souple reconnaissant les droits linguistiques et culturels des Kurdes. Rien de vraiment menaçant pour «l'intégrité indivisible» de la Turquie...

Si l'interdiction du DTP ne dépend pas de M. Tayyip Erdogan et de son parti —qui ne sont pas vraiment en odeur de sainteté auprès de la Cour constitutionnelle—, on peut tout de même attendre d'eux qu'ils prennent des mesures pour limiter les risques d'embrasement. Pour reprendre les paroles de la célèbre politicienne kurde Leyla Zana, «les Kurdes ne sont pas passionnément attachés à leurs armes» et seraient prêts à abandonner la lutte armée si on leur en donnait l'occasion. Pour cela M. Erdogan devrait ordonner à son armée de mettre un terme à ses bombardements; il pourrait alors décider de se souvenir de son beau discours de 2005 et prendre au mot Leyla Zana lorsqu'elle déclare que «les Kurdes peuvent accepter l'idée d'un seul Etat, pas celle d'une seule langue». Mais cela semble bien improbable...

Culture populaire : un peuple qui v

Dès sa plus tendre enfance à Uztaritze, Pierre Haira a «baigné» dans la musique et le chant traditionnels du Pays Basque tant en famille qu'au village où en 1968 il participe à la création du groupe Izartxo. En 1985 «re-création» du zanpantzar d'Uztaritze. 2009 14^e édition du festival «Hartzara» dont il est la cheville ouvrière. Comme musicien à 14 ans, il s'initie à la pratique du txistu au sein de l'ENM de Bayonne avec Iñaki Urtizverea. En 1970, avec son frère Dominique il monte un groupe de gaiteros qui prendra corps avec l'appui des frères Lacunza de Pampelune. Au début des années 80, il s'initie à la pratique du saxophone avec Mixel Ducau, et crée Uztaritzeko Txaranga et les percussions de Burrunka. Il est titulaire du Diplôme d'Etat d'enseignement «instruments traditionnels» depuis 1995. Autour du carnaval à Uztaritze, de Gaita Egunak, puis du festival Hartzaro, il investit le paysage créatif en Iparralde. Cette année, il participe à la création de «Bihar Herri».



Pierre Haira

ENBATA: *D'ou vient ce désir de rénover et de fédérer la culture populaire?*

Pierre Haira: La culture populaire en Iparralde a très longtemps été marginalisée, voire folklorisée. Elle était plus considérée comme une culture figée, arche boutée sur une tradition immuable que comme une culture vivante et créative. Pour nous, la tradition a été un jour création, c'est ce que les gens, collectivement, retiennent d'une création qui devient tradition. J'ai pour habitude de dire que même en hegoalde, les gens nous considèrent un peu comme des «indiens» connus pour les carnivals, mascarades, pastorales et autres cavalcades. C'est sur le concept «un peuple qui vit est un peuple qui crée» que nous nous sommes lancés dans cette aventure depuis 1985.

A un niveau local tout d'abord, nous avons entrepris la rénovation du carnaval à Uztaritze, un carnaval qui restait et qui reste toujours fidèle à une tradition dont nous avons hérité et que nous nous efforçons de maintenir comme un joyau local. Pourtant ce qui nous a particulièrement motivés, c'était de récupérer les traditions carnavalesques locales abandonnées telles l'ours dont les dernières apparitions datent des années 1930, les zirtzils qui parcouraient masqués rues et fermes en quête de nourritures solides et liquides, le zanpantzar disparu depuis les années 1960. C'est autour de ce dernier thème que nous avons basé notre «récupération», une récupération non pas ethnologique mais créative. Plusieurs artistes professionnels nous ont aidé dans cette démarche, parmi lesquels Pascal Gaigne, Mixel Thérêt ou bien Beñat Achiary. Ainsi, une création dansée «Aker dantza» créée cette année-là (1985) est devenue tradition sur le village, au point que certains danseurs découvrent souvent qu'elle n'a qu'une vingtaine d'années.

Petit à petit, nous nous sommes structurés, en créant tout d'abord l'association «Musique en Labourd» sur le thème de l'enseignement musical, puis «Herri Soinulariak» qui fédérait plusieurs associations organisatrices de festivals en Iparralde. Parmi les objectifs figurait depuis déjà 5 ou 6 ans cette idée de construire un festival dédié aux créations en matière de danses et musiques traditionnelles. C'est à l'occasion de ce que je pourrais appeler une «restructuration in-

terne» de notre association que nous avons résolument pris en charge ce projet, humainement, culturellement et financièrement.

Par ailleurs, la culture populaire est à un tournant, non seulement en Iparralde, mais sur l'ensemble de Euskal Herria. Au niveau des instruments traditionnels tout d'abord, l'instrument «emblématique» qu'est le txistu est en crise; crise dans son enseignement avec un net fléchissement d'intérêt des jeunes pour son apprentissage; crise dans la diffusion, pour un instrument dont le volume sonore s'adapte mal à celui de la société contemporaine et des pratiques festives des bars, et autres organisateurs et programmeurs de fêtes en Pays Basque... Pour les autres instruments, il serait également nécessaire de mener une réflexion collective de tous les acteurs intéressés à leur enseignement et à leur pratique pour permettre de mieux accompagner les demandes et les envies...

Au niveau de la danse, on assiste à la quasi disparition des groupes de villages organisés sur le thème de la diffusion des spectacles «folkloristes» des 7 pro-

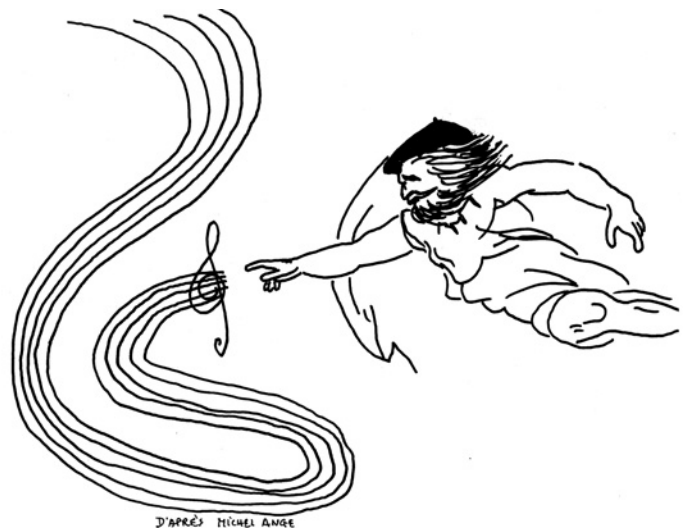
vinces basques. Ils cèdent petit à petit la place aux groupes «autochtones», que l'on peut appeler les gardiens de l'héritage dansé dans les villages en particulier autour des carnivals: mascarades en Soule, cavalcades en Basse-Navarre, kaskarots en Labourd. Par ailleurs de nombreux groupes, en panne sur la diffusion de spectacles traditionnels «purs et durs», se lancent vers la création: créations chorégraphiques, création de spectacles avec des mises en scène adaptées à la scène, créations de danses sur des thèmes aussi variés que le carnaval, ou bien encore le métissage culturel.

Enb.: Comment êtes-vous organisés? Quels sont vos moyens?

P. H.: Pour y parvenir, nous avons souhaité dans un premier temps mettre en adéquation nos idées et les moyens, financiers en particulier, dont nous disposions. Les beaux discours et les belles intentions ne sont valables que si un jour on passe à l'action, en accordant la priorité à l'intérêt collectif. Cela n'a pas été sans mal et nous a coûté une petite crise interne, sans conséquences fort heureusement. Depuis bientôt deux ans, nous nous efforçons de réorganiser notre action et de l'ouvrir à l'ensemble des acteurs culturels motivés pour engager une réflexion et une action de soutien et de promotion de la création en musiques et de danses traditionnelles en Pays Basque. Finis les beaux discours redondants pour enfin passer à l'action.

Dans un premier temps cette action s'est organisée sur quatre axes:

■ La continuité de notre action précédemment engagée autour des festivals



D'APRÈS MICHEL ANGE

Un cycle de quatre conférences débats en partenariat avec Euskal Kultur Erakundea et IDB sur l'enseignement, la diffusion et la création en matière de musiques et danses traditionnelles. La dernière s'est tenue à Biarritz dans le cadre du festival Bihar Herri. Elle a rassemblé une quarantaine d'acteurs culturels avec la présence de personnalités tels Frédéric Vilcoq, Conseiller régional d'Aquitaine, délégué aux Musiques émergentes et vice-président du Conseil supérieur des musiques actuelles et musicien, Sylvain Girault, directeur du Nouveau Pavillon (Nantes), scène conventionnée de musiques traditionnelles, président de la FAMDT et musi-

ciens les plus dynamiques à cette démarche créative.

Renover et fédérer ne sont peut-être pas les termes qui expliquent notre démarche. Ce serait plutôt encourager et aider la création, et associer les acteurs

Zesar Martinez, UPV/EHUko Parte Hartuz lantaldeko kidea

Zilegitasuna ez da estatikoa

"Herri ekimenez, modu idekian, anitzan eta herritarren behar premiazkoerantzunez, zilegitasun zabala eta sakona lantzen da!"



"Zilegitasuna ez da estatikoa, erakunde eta ekimen batek berez eta betiko duena... Zer bait dinamikoa da, irabazi eta landu behar dena!"

Jusqu'au 29 janvier, nous connaissons une intensification de la campagne de mobilisation en faveur de Laborantza Ganbara (EHLG). Zesar Martinez, professeur de sciences politiques à l'Université du Pays Basque et membre de Parte Hartuz (centre d'étude et de promotion de la démocratie participative) nous offre dans son interview un éclairage sur ce que sont la démocratie participative et les notions telles que la légitimité, la "résistance en dur", l'ouverture, la pluralité et la transparence... qui sont les caractéristiques fondamentales de Laborantza Ganbara.

Nola definitzen ahal da molde ulert errezean "Demokrazia Parte hartzailea"?

Gaur egungo demokrazia ordezkartzan oinarritua da. Hautatzen ditugu ordezkari batzuek eta hauek, kontsultatzen dituzten teknikoekin batera, erabakiak hartzen dituzte.

Demokrazia parte hartzailea da eredu horren sakontzea eta erabat aldatzea: eraba-

kiak hartzeko prozesua aldatuz eta idekiz ez bakarrik ordezkari eta teknikoei baizik eta gizarte zibilean antolatua diren eragileei (kolektiboak, elkarteak eta baita antolatuta ez dauden herritarrei ere).

Horrek erran nahi du Demokrazia Parte Hartzaileak ordezkartza sistema hobetzen duela parte hartze anitza sustatuz, partai detza zuzena eta iraunkorraren bidez.

"Le but de la Démocratie Participative c'est de permettre la participation de différents acteurs de façon publique, et non en cachette comme font les lobbys!"

Gaur egungo funtzionamendu politikoan eragile pribatu batzuek "lobby edo botere taldeak" (enpresak (konstruktora, urbanistikoa, etab.) molde ezkutuan ari dira. Lobbyen lana ez baita zilegia: izkutuan, pasillo artean, etab. eginez geroz korrupzioarekin amaitzen

du (diru eta faboreak eskainiz). Erabakiak interes partikularren alde bultzatzea du ondorio nagusia. Alta erabaki publikoak interes orokor eta kolektiboaren alde hartu behar dira! Hots gaurko ereduaren zabalik den partaidetza elite boteretsuentzat da eta ez da herritarrentzat edo beherekoentzat! Hortarako kritikatu eta desaktibatu behar da partaidetza bideratzeko modu izkutua. Aktibatu behar da modu ageri eta publikoan eragile publikoak erabaki kolektiboaren hartzea. Demokrazia Parte Hartzailearen helburua da eragile ezberdinen parte hartzea molde agerian eginga izatea!

Zer dira "Demokrazia Parte hartzailearen" abantailak?

Demokrazia Parte Hartzailearentzat metodologia eta mekanismo ezberdinak badira. Ezagutuena da "Aurrekontu parte hartzailea".

Baina auzo eta herrietan badira Komunitate Planak edo euskal tradizioetik etortzen diren "Auzolanak" ere. Horiek guzkiek, komu-



Zesar Martinez

nitate bat zeregin kolektiboan inplikatzeko laguntzen dute.

Edozoin etiketa izanik ere, Demokrazia Parte Hartzailleak jendeak aktiboki aritzea lortzen

du eta iraunkortasunez (ez bakarrik lau urtero iratzarri hauteskundeentzat). Hots, herritarrek beren geroa eta ingurumena lantzen dute. Hori eginez, perspektiba pertsonalari perspektiba kolektiboa bere ganatzen eta gehitzen dute. Horrek hobetzen du elkar bizitza, ingurumena eta ingurunea denon onerako.

Errealitatea konplexua denez, aniztasunaren bidez adostasun mota batera heltzea on da. Molde aktiboan inplikatu zirelarik, parte hartzeak, zure ingurumenean hazkundera edo garapen pertsonal bat emaitzen dizu, zure bizitzaren eta ingurumenaren beste perspektiba bat emaitzen dizu. Zertako? Elkartzen zirelako pertsona ezberdinekin, sinergia bati buruz joaiten, adostasuna lortu nahian, etab. Horrek emaitza onak ditu: hazkundera pertsonal eta maila kolektiboan. Ekimenak gauzatzeko parada eskaintzen du eta elkarbizitza hobetzen ere!

Gai guzi hauetan ez gira zerotik abiatzen, denek dakigu zer indartsuak diren joera indibidualista eta kontsumistak... Nor bera bere xokoan gorde bizi bizi joera. Baina aldi berean badakigu joera horiek zer "insatisfactorio" izaiten ahal diren ere. Orduan, zorientasunaren ikuspegitik ere, ez du iduri oreka ekartzen dutela delako joera indibidualista eta kontsumista horiek. Inplikazioak norberaren ingurunean, beti ere erakunde publikoan aldetik egitura idekiak baldin badira eta adostasunak lortzeko aukerak baldin badira... oso gauza interesgarriak eta onuragarriak ekartzen ditu norberarentzat eta kolektiboki.

Euskal Herri mailan zein dira Demokrazia Parte hartzaillearen kasu argi eta ereduagarriak?

Euskal Herrian hainbat eta hainbat errealitate sortu dira Herri Ekimenenez. Orainxe burura etortzen zait Laborantza Ganbara, Komunikabideak, Ikastolen mugimendua, Kultur Arloan kultur eta euskara elkarrekin (hauei lotuak diren aktibitate eta dinamismoak), Gaztetxe eta toki okupatuak.

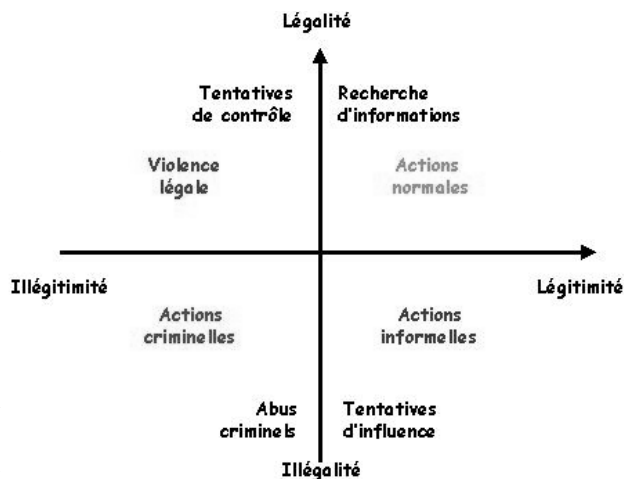
Zer arlotan Demokrazia parte hartzaillearen faltak egoera oraino gehiago "nahasten" du? Hots, zein dira Demokrazia Parte hartzaillearen erronka nagusiak Euskal Herrian?

Demokrazia Parte Hartzailleak modu sektorialatik modu integralara pasatzea lortu behar du. Eragile instituzionalak behar dira inplikatu. Dinamika horiek ardura publikoa integratzea lortzea (eragile tekniko eta politikoak) baitezpadakoa da. Orain arte erakunde publikoak gestio burokratizatu egiten

du. Guk beste modu batez ulertzen dugu Erakunde Publikoen lana: jendartearen dinamizazio, mobilizazio eta inplikazioa sustatzea, lortzea eta bideratzea. Hor da gakoa eta erronka. Ordezkaritza teknikoak eta politikoak herritarrek eta eragile sozialak dinamizatu eta inplikatu behar dituzte prozesu horietan...

Euskal Herri mailan, filosofia horren ikuspuntutik hainbat adibide interesante badira. Noski, ez da esperientzia ereduagarriarik, bakoitzak dituelako bere alde argi eta ilunak.

Hala ere, hegoalde ikusiz 2 kasu azpimarratzen ahal dira:



✓ **Garapen kontseilua** : Prozesu horren helburua da eragile ezberdinen artean ausnarketa estrategiko bat egitea hainbat arlo ezberdinetan (ekonomikoa, kultura eta hezkuntza, hizkuntza, etab.). Bertan parte hartzen dute eragile ezberdinek bai eta ere erakunde publikoan eragile politiko eta teknikoak. Ondorioz, prozesu horrek bere amaieran nolabaiteko adostasuna lortzen badu (zer da lehentasuna eta zer baliabide eta ardura banaketarekin egiten dugu), demokrazia parte hartzaillea baitan kokatzen ahal den prozesua kontsideratzen ahal da.

✓ **Euskal Herriko Laborantza Ganbara**: Hau ere beste eredu mota bat da. Herri ekimenek eraiki da eragile publikoekin gauzatu ezin zen proiektua. Auto-ekimena da eta autogestioaren ildotik egiten den prozesu bat da. Gizarte zibilaren esparruaren baitan garatzen dena. Hor filosofia ez da lotua botere publiko instituzionalari baina botere publiko berrien eraikuntzari (eraikuntza autogestionatua). Hori ere demokrazia parte hartzaillearen ikuspuntutik interesantea da zeren hortik sortzen ahal da alternatiba soziala gaur egun nagusi diren dinamika politiko eta ekonomikoaren aurrean.

Metodologia eta prozesu parte hartzailleak bi horizonte horiekin lantzen ditugu.

✓ **Demokrazia sakondu / demokrazitatu**. Prozesu batzua erakunde publikoan funtzionamendu demokratikoak sakontzeko dira.

✓ **Auto antolakuntza gauzatu**. Gizarte zibilaren baitan auto antolakuntzaren bidez proiektu berriak martxan ezartzen dituen.

Zebitzu publikoa eta zilegitasuna

Bigarren prozesuak, auto-antolakuntzarenak, bat egiten du globalizazio neoliberalaren kontrako taldeen gogoetekin. Haien arabera beharrezkoa da espazio publiko ez instituzionalak sortzea. Hori herri ekimenez aliantza zabala eta sendoak sortuz egiten da. Lan dinamika berri horiek publikoak izateko idekiak izan behar dira eta herritarrei beharrei erantzuteko gai. Printzipioz, autonomia gehiagoz erantzuteko behar horiei, ez dute erakunde publikoekin dependentzia xekatzeko botere instituzionalerik. Oronen buru, sormen soziala eta politikoa edo alternatiben sorkuntza ildo horretarik etorriko da.

Zilegitasuna ez da estatikoa, erakunde eta ekimen batek berez eta betiko duena... Zerbait dinamikoa da, irabazi eta landu behar dena! Hainbat erakunde publiko beren zilegitasuna ez dute, edo dutena faltua da, zeren ez dute herritarren beharrei erantzuten... Aldiz herri ekimenez modu idekian, aniztan, herritarren behar premiazkoak erantzunez zilegitasun zabala eta sakona lantzen da!

Zilegitasunari lotzen da erakunde baten dinamikasuna. Bai eta ere eragile parte hartzaillearen aniztasuna bezain "publikotasuna" ez eta ezkutukoa ("lobbysmen" kasuan bezala).

EHLGren zilegitasuna

Laborantza Ganbararen kasuan eskainiak diren zerbitzuak laborari guzietan idekiak dira eta erabakiak hartzeko unea anitza da, hots laborari, kontsumitzaile eta ingurumena babesten duten elkarrekin topagunea. EHLG zilegitasuna eta zerbitzu publiko baten ezaugarriak ditu.

Beharrezkoak kontsideratzen diren alternatiben gauzatzeko ekimenak baitezpadakoa dira. Gauzatzeko prozesuak gatazkak sortzen ditu instituzionalizatuak diren botere guzietan ez dituztelako onartzen.

Hala ere oso interesgarria da gizarte zibileko eragileek beren indar haundiena ezartzea errealitate baten sorreran. Hots sorkuntzan eta sormenaren arloan eta ez hamarkada luzeetan gertatu den bezala indarrik haundienak erretzea aldarrikapenean eta eskaeran eta nola bait gatazka dinamikan eta beti ere enfrontamenduaren dialektikan. Bigarren joera horrek sorkuntza diskurtsibo eta ideologiko mailan uzten duelako baina ez maila praktikoa.

Laborantza Ganbararen kasua momento honetan iristen da enfrontamendu eta gatazka logika batera baina praktikoki gauzatu da zerbait eta beste elkartasuna moduak sortzen ditu sorkuntza baten iraunarazteko gatazkak!

www.parteheartuz.org

"Hitlerren gaixo ama..."(*)

Binpherra

Ina, abiatia da iparraldeko bertsulari xapelketa... gai ustelak, kostaldeko bertsulariak bakarrik, epaileen inkompetentzia, sarrera karioak... ue ue me bon, abiatia da ta orai arte, 700 jende pasa ibili da kanporaketetan, interneten saioak ikusi ta berrikusiak dira (600 ikusle pasa saio bakotxaindako bertsoplaza.com-en ta ez dakit zonbat bertsoa.com webgunean), eztabaidak sortzen dira interneten iritzi artikulu batzuri buruz... Aipatzen da berriz bertsularitza iparraldean! Iupi tralala.

Bai, alainan, lehen ere jendia ibiltzen zen saioetan Alduden edo barnekalde guzian, ta bazen beste bertsularirik. Mendiburu, Xanpun, Ezponda, Alkhat, Mihura, Laka...horiek denak ditugu gogoan Mixel Xalbador hainbeste txalotzen dugulaik.

Gaurko egunian errefuxiatu seme alabak direla hoberenak? Eh beh, ba, mugi zizte barnekaldian, in zkitzie haurrak, bertsu eskolaat ereman, saioetaat ereman... Are, laneat denak! Ze usteuzie? Lana inez dira horrat arribatu Arzallus ta Colinaiar guziak! Are are, barnekaldeko erri-mategia ixkia dezaun, antolatiak diren saioetaat goazen, auzoa ekar eta neska laguna ere!

Saioz saio, xapelketain treina ezta dieselian ibili, berotu da hastetik ta pertsonaiak bete. Finala heldu da eta goazen denak azken hatsa xirioak itzaliz botatzen dien zaharrarekin, franja hola moztia dien neskaikin, esku ausart ala begirada lotsatia dienaikin, Txe izan gabe sindikalista denaikin, zelai berdeetako izen denaikin, meza kanutoak errez emaiten dien apezkaikin, miau miau dion iratze arteko onddoikin...baatxuri salda Doniane Lohitzunen jateat!

Bena gio, xapelketa zikinker hori gielian utzirik (bi urtendako), lehiatik urrun, arrangura ta buru jate horiek baztertuik goazen berriz saioetaat... Irrin dezaun, bakotxak bere mailan, goza bat ala bestein umoria, ironia, seriosasuna, ergelkeria... Bakotxak bota beza bere kritika ahoa ideki aintzin erran gabe « *boh, nik ez dut deus ezautzen, ez niz espezialista bainan...* ». Futitzen gira! Adituak eneagarriak dira, beti gauza beretaz mintzo dira eta teknika sobera komentatzen dute. Mintza zizte zien tripekin, sendi zkitzie gauzak!

Atera dezaun bertsua xapelketa girotik, mozkor on bat bil dezaun denek elgarrekin ta mahain xokoan has giten punttuka, «*dugu*» eta «*Ouagadougou*» errimaraziz. Hori da bertsua, biziain kantatzea, gizartiaik kritikatzia, jenden ixtorio gordeen aipatzia kantatuz! Pikutara tonua, gelako tenperatura eta errimaren aberasatasuna, goazen denak bertsutaat!

□

(*)

Luhusoko kanporaketan botatako bertso polemiko bati erreferentzia...

AGNÈS TILLINAC

Expert indépendant sur les migrations, Bruxelles

Migration et développement

La seconde conférence ministérielle euro-africaine



Le 25 novembre se réuniront à Paris 60 pays d'Europe et d'Afrique ainsi que 20 organisations internationales à l'occasion de cette seconde conférence ministérielle euro-africaine.

Si le lien entre migration et développement y occupera une place de choix, la conférence ne s'y résumera pas exclusivement, contrairement à ce que pourrait laisser penser son intitulé.

Dans la lignée de Rabat

En juillet 2006 a eu lieu au Maroc la première Conférence Ministérielle Euro-Africaine sur les Migrations et le Développement. Au cours dudit Processus de Rabat ont été abordés les aspects fondamentaux du développement (économiques, démographiques, conflits, durabilité et droits humains), mais non sans oublier la coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière, notamment le long des routes migratoires subsahariennes en direction de l'Europe. En matière de migration et développement, plusieurs mesures ont été adoptées à l'issue du sommet comme la mise en place d'instruments financiers favorisant le "*co-développement*" ou l'appui aux migrants souhaitant développer un projet entrepreneurial dans leur pays d'origine. Les aspects de formation et d'échanges de compétences figuraient également dans ce plan d'action¹. Une seconde conférence de ce type était prévue "*au plus tard dans deux ans*".

Objectifs de la seconde conférence

Son objectif est l'adoption "*un programme de coopération pluriannuel axé sur les trois volets de l'approche globale des migrations*"² : *la migration légale, la lutte contre la migration irrégulière et les synergies entre migration et développement*". Ce programme de coopération s'inspirera des conclusions de trois réunions d'experts qui se sont tenues à Rabat en mars 2008 (migration légale), à Ouagadougou en mai 2008 (lutte contre la migration irrégulière) et à Dakar en juillet 2008 (migration et développement). Ces réunions préparatoires ont permis de mettre au point une série de mesures opé-

rationnelles (et en partie confidentielles jusqu'à ce jour) visant à renforcer la coopération sur ces trois volets entre pays d'Europe et d'Afrique dans le cadre de la route migratoire ouest-africaine.

Questions en suspens

Malgré son titre engageant, cette initiative ne manque pas de soulever de nombreuses questions. Initialement programmée en octobre (mais reportée à la dernière minute, officiellement pour cause de crise financière), elle a donné lieu à de nombreuses manifestations qui devaient coïncider avec la tenue du sommet³. En effet, les défenseurs des Droits des l'Homme lui reprochent principalement de tenir à l'écart les représentants de la société civile (aucune ONG n'ayant été conviée à ce rassemblement exclusivement ministériel), l'absence de référence aux textes internationaux sur la protection des migrants⁴, de même qu'une coopération de façade avec les pays africains. La déclaration finale ainsi que le programme adopté devraient être consultables en ligne sur les sites institutionnels et d'informations européens fin novembre.

□

¹Pour plus de détails, voir la Déclaration Finale de la Conférence de Rabat, téléchargeable sur internet (notamment sur le site d'information en français www.touteurope.fr, rubrique Relations Extérieures).

²Sur l'Approche Globale, comme pour toutes les autres mesures adoptées par l'UE en matière de migration, voir le site de la Commission Européenne : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s17000.htm>

³Le lecteur est renvoyé au très documenté site du collectif "*Des ponts, pas des murs*" :

www.despontspasdesmurs.org

⁴Sur ce point, consulter le cas de la "*Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants*", adoptée par l'ONU en 1990 mais ratifiée à ce jour par seulement 37 Etats et largement méconnue du grand public.

Elle reste cependant l'instrument de protection le plus abouti.

Fiche de présentation du syndicat ELA

Le 12^{ème} congrès d'ELA, qui se déroulera à Bilbao les 26 et 27 novembre 2008 présenté en quelques chiffres

Les participant(e)s au congrès

736 délégués du syndicat ELA avec une moyenne d'âge de 41,34 ans. 204 ont moins de 35 ans.

Des syndicats de plus de 40 pays différents sont représentés ainsi que la Confédération Syndicale Internationale par la présence de son Secrétaire Général Guy Rider.

Les adhérent(e)s

ELA comptait en septembre dernier pas moins de 109 318 adhérent(e)s, dont 63,02% d'hommes et 36,98% de femmes, à jour de cotisation pour 98,59%, soit 4623 adhérents de plus qu'au onzième congrès en 2004. Ils étaient 47 206 en 1978, 52 128 en 1988 et 87 355 en 1998. Ces chiffres sont contrôlés par 4 quotidiens tous les 4 ans (par tirage au sort de 200 adhérents au hasard dans le listing d'ELA et vérification par 4 journalistes différents de leur situation d'adhérents). La cotisation moyenne est de 15,98 € par mois.

9,64% des salariés du Pays Basque sud sont donc syndiqués à ELA : en France, le total des syndiqués (toutes

centrales syndicales réunies) est de 8 % des salariés ! En 1985, la proportion de salariés syndiqués à ELA était de 5,84 %, alors qu'il était d'environ 13 % à la même époque pour l'ensemble des syndicats en France.

Les élections

ELA recueille 35,64% des voix aux élections syndicales sur l'ensemble du Pays Basque sud, devant les CCOO (21,15%), l'UGT (17,57%) et LAB (16,01%). Dans la Communauté Autonome Basque, son score monte à 40,28% ! Cela permet à ELA d'avoir 9 799 délégués syndicaux sur les 4 provinces d'Hego Euskal Herria.

L'argent

ELA autofinance son budget annuel à 85,72 % grâce aux seules cotisations de ses adhérents (contre 81,82 % en 2004), proportion tout à fait exceptionnelle



dans le syndicalisme européen et qui explique en partie la grande indépendance d'ELA et sa forte combativité.

25 % des cotisations sont structurellement bloquées dans la caisse de résistance du syndicat qui permet de verser un salaire minimum aux grévistes d'ELA et de tenir ainsi des mouvements très longs.

Site ELA :

www.ela-sindikatua.org



L'Agenda de la Fondation

LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

Le document de réflexion du Comité National d'ELA "Unir nos forces pour gagner la souveraineté", présenté publiquement le 23 octobre dernier à Ainhice-Mongelos à EHLG, est disponible gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers à Bayonne).



Vous pouvez aussi le télécharger à l'adresse suivante :

www.mrafundazioa-alda.org/article-24449943.html

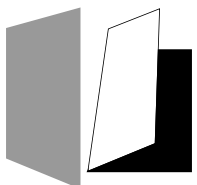
Néo-libéralisme et lutte des classes au quotidien :
une session de formation sur la situation sociale et économique au Pays Basque sud et sur le syndicat ELA, avec **Amaia Munoa**



Ce vendredi 7 novembre au local de la Fondation MRA à Bayonne



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



vit est un peuple qui crée

Lizarrarako girorik ez

(Suite de l'éditorial en euskara)

Bigarren orrialdearen segida)

abertzaleen arteko batasun sano bat abiatzeko. Lizarragaraziko izpiritua ez zen hori, eta denen kontra modu horretan mintzatuz, ez da giro haren errepikatzea biltzen.

Urrun gaude horrelako egoera batetik. Ertzaintzaren («Espainiako Polizia Autonomikoa») kontra borrokan segituko duela dio ETAk, hauen «izaera errepesiboa aldatu arte». «PNVren esku dago hori aldatzea». Batek bestearen gain ezartzen du ardura. ETak besteen gain.

Azken atentatua, eta haren esplikazioa biziki larriak dira. Nafarroako unibertsitatearen kontrako atentatua sarraski bat izan zitekeen, tenore hartan eta leku hartan bonba auto bat leherraraziz. Unibertsitateko ikasle gazteak hiltzea desohore handia izanen zen herri honentzat. Unibertsitate batean jakintza produzitzen da, nolazbait. Atentatu hura, beraz, jakintzaren eta intelektuaren kontrako atentatua zen. Munduan zehar, erregimen totalitarioak dira intelektuaren kontra oldartzen direnak. ETA haien lerroan sartu da holako ekintza batekin.

ETak eman duen esplikazioa penagarria da: «Opus Dei, Nafarroa frankistaren koadro berriak hezi eta belnaldi berriak ziurtatzeko makina besterik ez da, UPN-ren proiektu faxistaren bizkar hezurra. Horregatik kolpatu eta kolpatzen jarraituko du ETak». Lehenik, unibertsitate hartako ikasle guztiak frankistak ote dira edo frankista bihurtzen ote dira? Bigarrenik, unibertsitate horrek Euskal Herriaren ikuspegi abertzalearen kontrako lantzen badu ere, zer arrazoi da lehergailuz erasotzeko? Ideiak ideiekin borrokatzen dira, unibertsitate baten sorkuntza unibertsitate mailako sorkuntzarekin... Ez lehergailuekin.

cient, Javier Vivanco, Klean Cultura y Ocio S. L., agent sur le Pays Basque Sud: lien entre l'artiste et le marché sur le Pays Basque Sud et le reste de l'Espagne. Mais aussi des créateurs «locaux» Christian Larralde pour Bodarin, Nicole Lougarot pour Pilotar(h)itza, Beñat Amorena, de Jo Ta Kurri à Mamutzak en passant par Burrunka et Ufaka Zarpaka, Annie Obiague pour Mihimena, un spectacle issu d'un territoire.

■ La mise en place d'un réseau d'une trentaine d'acteurs, artistes ou personnalités culturelles, sur l'ensemble des provinces basques, engagés dans la même réflexion, susceptibles de nous informer des créations initiées ici et là en Pays Basque.

■ Le festival «Bihar Herri», dédié aux créations de danses et musiques traditionnelles dont la première édition s'est déroulée du 7 au 11 novembre à Biarritz dans le cadre des fêtes de la Saint Martin avec la participation de 48 groupes et plus de 500 danseurs et musiciens. Depuis de nombreuses années, nous évoquons le besoin d'avoir un espace de rencontre et de mise en valeur des innovations liées à la Danse et la Musique traditionnelles du Pays Basque et ouvert aux autres cultures. Herri Soinu a créé cet espace unique en Pays Basque et même en Aquitaine, pour qu'il devienne une vitrine de la création liée à la Musique et la Danse dites traditionnelles, vivantes et modernes, un lieu identifié par les publics comme par les professionnels.

Pour y parvenir, nous collectons des fonds auprès de l'ensemble des partenaires institutionnels que sont la DRAC Aquitaine, le Conseil régional d'Aquitaine, le département des Pyrénées-Atlantiques, l'Institut culturel basque, les fonds transfrontaliers, l'association des élus en Pays Basque Udalbide, ainsi que nos partenaires privés. Les villes qui accueillent nos festivals nous soutiennent également de façon importante à la fois financièrement que par la mise à



Mise en scène de rue

disposition de leurs infrastructures et de leur personnel communal, qu'ils en soient remerciés! Mais il faut avouer que sans un immense bénévolat à la fois interne au niveau de nos associations, mais aussi de la part de très nombreux acteurs culturels, artistes pluridisciplinaires, créateurs, chorégraphes, danseurs, musiciens... nous ne parviendrions pas à boucler nos budgets relativement modestes.

Enb.: Pourquoi avoir choisi Biarritz pour votre festival Bihar Herri?

P. H.: C'est à la fois le choix du cœur et de la raison. Biarritz est une ville basque, tournée vers le monde, facile d'accès et jouissant d'une notoriété et d'un attrait incomparables auprès des publics notamment du Pays Basque Sud, de la péninsule ibérique ou d'Aquitaine. Par ailleurs, par ses équipements en matière de salles de spectacles, de conférences mais aussi par ses espaces publics, Biarritz dispose d'une infrastructure sans équivalent en Iparralde. L'expérience réussie de Gaita Egunak en 2007 nous avait permis d'en apprécier à la fois les qualités déjà énoncées, mais

aussi le soutien de la ville à la fois au travers de ses structures associatives et de ses élus.

Enb.: Comment comptez-vous pérenniser votre action?

P. H.: Sur un plan humain et artistique il nous faut tout d'abord élargir notre groupe, y associer tous les acteurs culturels engagés dans la danse et la musique traditionnelles qui le souhaitent. Depuis un an, notre groupe s'est effectivement élargi et structuré, et nous avons bien senti tout au long du festival que non seulement nous répondions à un besoin et à une nécessité vitale pour notre culture, mais surtout qu'il y avait une large adhésion à nos projets. Nous devons transformer cette adhésion en soutien, mais aussi savoir répondre aux envies créatives qu'a fait naître notre festival auprès des acteurs de terrain. Sur le plan financier, dans une période qui s'annonce difficile, nous allons tenter de convaincre l'ensemble de nos partenaires, publics et privés, du bien-fondé de notre action qui s'adresse à la fois aux acteurs et aux publics, qui répond à un réel besoin non seulement artistique, mais social, qui s'inscrit dans une démarche que l'on pourrait qualifier de tradition contemporaine ou de mémoire en marche.

Nous ne prétendons pas, ni ne voulons répondre à tous les besoins, à toutes les envies, à tous les genres. Nous souhaitons tout simplement occuper la place due à un pan de notre culture longtemps considéré comme ringard ou passéiste et qui au travers de la danse et de la musique traditionnelles, qu'elles soient populaires, patrimoniales ou créatives, voire tout à la fois, draine des milliers de pratiquants pour le petit territoire qu'est Iparralde.



Musique populaire en bord de plage

Divorce à la Navarraise

L'UPN qui gouverne la Navarre grâce à l'abstention des socialistes, a refusé de voter contre le budget de l'Etat espagnol conformément aux vœux de son parti frère le PP. La scission est consommée avec l'éviction de plusieurs élus UPN, le PP officialise sa création en Navarre.

MIGUEL SANZ et le Conseil politique de l'UPN (Union du peuple navarrais) ont tranché. Il s'agissait soit de perdre le pouvoir dans la province, soit de faire voler en éclats une alliance avec le PP vieille de dix-sept ans. Seuls cinq délégués sur 163 ont choisi de rester fidèles au PP. Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Reformulé par Miguel Sanz, le parti était face au choix suivant: ou bien «rompre le pacte avec le PP, ou bien rompre la Navarre» en laissant les abertzale arriver au pouvoir alliés avec un PSOE affaibli qui se situe en troisième position. Le président navarrais ne doit son pouvoir depuis le 27 mai 2007 qu'à l'abstention des députés foraux PSOE de la province qui ont préféré le faire élire plutôt que de s'allier avec la coalition abertzale Nafarroa Bai (Aralar, EA et PNV). Lors de la procédure d'adoption du budget de l'Etat espagnol, le PSOE a évidemment exigé de l'UPN le renvoi de l'ascenseur en proposant son abstention. Donc en ne votant pas contre la loi budgétaire comme le demandait le PP, allié privilégié de l'UPN (1).

Commission constituante du PP

Finalement un député UPN a suivi les consignes de son parti et le second a suivi celles du PP avec le soutien de Jaime del Burgo, ex-député et premier président de Navarre de 1979 à 1983. Les deux dissidents ont aussitôt été sanctionnés par l'UPN qui les a suspendus. Le 28 octobre, le leader du PP Mariano Rajoy en a tiré les conséquences en annonçant officiellement la création du PP en Navarre. Il donne l'ordre à la secrétaire générale du parti Dolores de Cospedal de relancer la formation dans la Communauté forale. Le 4 novembre, José Ignacio Palacios est nommé président de la Commission constituante du PP. Ancien conseiller municipal de Pampelune, ex-parlementaire foral, en charge aujourd'hui des travaux publics et des affaires sociales dans le gouvernement de Navarre, il



Miguel Sanz, leader de l'UPN



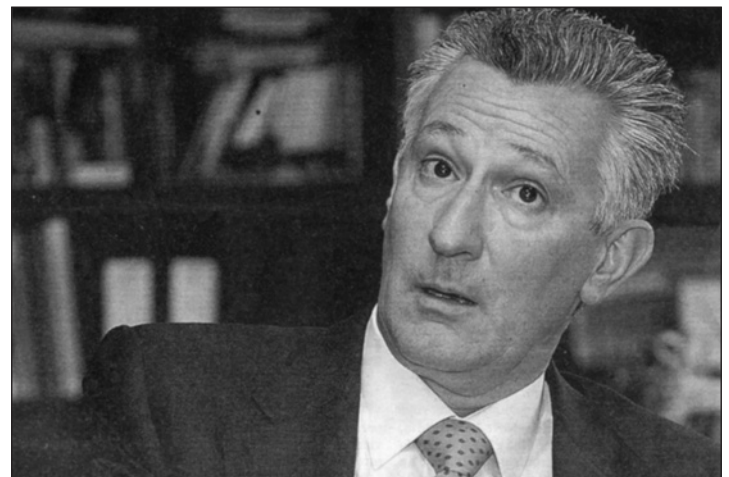
Le député UPN Santiago Cervera qui a choisi le PP

est également sénateur. La nouvelle formation politique navarraise compterait déjà 300 membres, parmi lesquels une vingtaine d'élus locaux, une conseillère municipale de Villava, Amaya Zarras occupant le poste de secrétaire général. Deux sénateurs sur trois en font partie ainsi qu'un député sur deux et bien entendu Jaime del Burgo. Yolanda Barcina, maire d'Iruñea demeure fidèle à l'UPN, bien qu'elle ait fait l'objet de pressions particulièrement fortes de la part de Madrid. Il est fortement question qu'elle succède prochainement à Miguel Sanz lors du prochain congrès à la tête du parti régionaliste. En revanche un point d'interrogation demeure quant à l'option du député européen l'UPN Javier Pomés. Pour l'instant, il garde le silence, sachant qu'il lui sera très difficile de retrouver son poste lors des élections du printemps prochain sous la seule étiquette UPN.

Parti charnière de centre-droit

La rupture entre les deux composantes de la droite navarraise ne porte pas seulement sur la question du vote du budget de l'Etat espagnol. La réforme du statut foral, c'est-à-dire l'extension du statut d'autonomie propre à la Navarre ou encore le projet de connexion de Pampelune avec le TGV construit par la Communauté autonome basque, demeurent des sujets de friction entre le petit parti régionaliste et le PP. Mais l'essentiel est que l'UPN —comme hier le CDN de Juan Cruz Alli— sait qu'elle ne peut se maintenir au pouvoir qu'en élargissant sa marge de manœuvre. Cela passe par un nouveau positionnement au centre-droit, en situation de parti charnière, et donc par une rupture avec la bi-polarisation qui caractérise la vie politique espagnole. Les prochains mois et surtout le prochain scrutin devraient permettre de

mesurer le poids réel du PP en Navarre et l'ampleur de la scission. Nous verrons si cette crise n'est qu'un épisode sans lendemain avec une nouvelle alliance privilégiée d'ici quelque temps ou si la droite navarraise se retrouvera divisée comme elle le fut longtemps entre l'UPN, le CDN de Juan Cruz Alli et l'UCD. On se souvient que l'UPN naquit en 1979 à partir d'une scission avec l'UCD, le grand parti de droite espagnol. Il conviendra d'examiner de près les conséquences immédiates de cette rupture dans les municipalités. Les nou-



José Ignacio Palacios, nouveau leader du PP en Navarre

veaux élus PP iront-ils jusqu'à mettre en péril les majorités des 44 cités dirigées l'UPN? Rien n'est moins sûr.

Divisions liées à l'émergence des abertzale

La crise que traverse la droite navarraise est une question récurrente qui l'affecte souvent lorsque les forces abertzale progressent et viennent troubler le jeu. Déjà au début des années 30, grandes étaient les divergences entre la Communion traditionaliste,

l'Union navarraise, la Rénovation espagnole et le Phalange. L'émergence du PNV porteur du statut d'autonomie fit que les Carlistes qui contrôlaient la Communion traditionaliste, elle-même divisée en trois tendances, laissèrent liberté de vote aux maires de la province en 1932 pour l'adoption du premier statut d'autonomie dit d'Estella...

Quant au PSOE qui a dirigé la province de 1983 à 1991 puis brièvement en 1995, il peine à se remettre de son échec de son échec électoral de 2007. Arrivant en troisième position derrière Nafarroa bai, il avait refusé de participer à un gouvernement d'alternance en coalition avec IU et les abertzale. Les socialistes ont donc offert la direction de la province et de la capitale à la droite, mais cela a généré de grosses turbulences au sein du PSOE local

Après des années de marginalisation liée à leurs divisions fratricides et avec la mise à l'écart de Batasuna interdit, les abertzale sont parvenus à refaire leur unité. Si la scission UPN PP se maintient, ils seront la première force politique dans la province. Une grande première. La grave crise qui affecte le camp socialiste hier, puis la droite aujourd'hui, est indirectement liée à leur montée en puissance. Face aux deux courants espagnolistes fragilisés,

quelles seront demain les possibilités d'action de Nafarroa bai? L'Alava fut pendant longtemps gouvernée par les abertzale du fait de la présence d'un petit parti régionaliste qui divisait la droite mais qui depuis a réintégré le bercail. Des ouvertures impensables il y a peu sont désormais possibles en Navarre

(1) Les deux formations ont fusionné en mars 1991 et la réunification de la droite navarraise a permis son retour au pouvoir.



Ecosse : cristallisation pour ou contre l'autonomie

Election partielle: le candidat du SNP a presque doublé ses suffrages. Effondrement des Conservateurs et des Libéraux. On s'achemine vers une bipolarisation entre parti autonomiste écossais et parti travailliste «unioniste» qui vient de conserver la circonscription.

ENTRE espoir d'une quatrième victoire consécutive pour le Scottish National Party d'Alex Salmond, et crainte d'une nouvelle défaite pour le parti travailliste de Gordon Brown, le résultat de l'élection partielle de la circonscription de Glenrothes qui s'est déroulée jeudi dernier, 6 novembre, était attendu avec beaucoup d'impatience. Déjouant la plupart des pronostics, le candidat travailliste Lindsay Roy, avec 19.946 suffrages obtenus, en légère progression par rapport aux législatives de 2005 (19.395 voix), a conservé le siège au parti au pouvoir à Westminster. Après les sièges de Glasgow East, Henley, et Crewe and Nantwich enlevés au Labour dans les mois passés, et en dépit d'une nouvelle et spectaculaire progression, le SNP n'a pu réaliser la passe de quatre. Peter Grant, le candidat du SNP, a obtenu 13.209 voix contre 8.731 il y a trois ans. La participation en hausse de 3%, l'effondrement du candidat conservateur qui perd la moitié des voix, passant de

2.651 à 1.381 voix et surtout la quasi-disparition du Liberal Democrat (centriste) qui obtient 947 voix au lieu des 4.728 de 2005, montrent clairement que les électeurs de cette circonscription avaient bien compris les enjeux du scrutin de jeudi. La bipolarisation au profit du parti autonomiste écossais qui monte en puissance et du parti travailliste «unioniste» majoritaire en Ecosse depuis 60 ans, semble se préciser et préfigure sans doute la bataille sur l'avenir institutionnel d'un pays de plus en plus désireux de prendre son destin en main. Le SNP avait fait de cette élection partielle un enjeu majeur. La circonscription de Glenrothes, petite ville du Fife, comté de l'Est écossais au Nord d'Edinburgh, se trouve en effet à quelques jets de tronc d'arbre de celle Kirkcaldy, fief de Gordon Brown depuis 25 ans. Le Premier ministre britannique est né à Kirkcaldy, et Lindsay Troy, le vainqueur de jeudi, n'est autre que l'actuel proviseur du lycée où Brown a fait ses humanités. C'est dire si le SNP attachait une valeur

symbolique forte au gain du siège qui aurait laissé Gordon Brown seul représentant à Westminster d'un comté, il n'y a guère, totalement aux mains des travaillistes. Les électeurs écossais en ont décidé autrement. La plupart des analystes locaux voient trois raisons majeures à la victoire du Labour. La première est sans doute une cristallisation du vote des unionistes sur la principale force susceptible de faire barrage aux autonomistes. La deuxième est la gestion de la crise financière par Gordon Brown, l'enfant du pays, à qui l'on sait gré d'avoir sauvé de la faillite deux établissements financiers qui pèsent lourd dans l'activité économique locale: Halifax Bank of Scotland (HBOS), principal distributeur de crédits immobiliers en Ecosse, et la prestigieuse Royal Bank of Scotland (RBS), l'une des principales banques britanniques, sauvée du naufrage qui la menaçait en raison des pertes colossales subies sur ses investissements imprudents dans les produits «toxiques» tels que les subprimes

américains, par une nationalisation partielle décidée par Downing Street. Réaction assez paradoxale lorsqu'on sait que le même Gordon Brown, à présent champion de l'interventionnisme d'Etat et de la moralisation, est celui-là même qui, pendant dix ans comme ministre des Finances, a été l'artisan, sans scrupule et sans état d'âme, de la dérégulation forcée des marchés financiers, à seule fin d'attirer les capitaux à Londres et faire de la City la première place financière du monde. La troisième raison, enfin, est le mécontentement de certaines catégories, plus lourdement taxées pour financer la politique sociale mise en place par la coalition SNP-Libéraux Démocrates qui gouverne le comté de Fife. Durant la campagne, les travaillistes avaient fortement mis l'accent sur ces augmentations. Et ça a payé. En charge du gouvernement autonome d'Edinburgh et de l'exécutif de plusieurs comtés écossais, le SNP fait l'apprentissage des aléas de l'exercice du pouvoir.

PRESO

■ **L'ONU: l'Espagne torture.** Le Comité des droits de l'homme de l'ONU fait connaître le 2 novembre son rapport sur l'Espagne. Les experts de Genève recommandent une fois de plus au gouvernement de Zapatero: 1) qu'il abandonne «définitivement» le régime du secret durant les gardes à vue («incommunication»). 2) qu'il revoie «les définitions potentiellement excessives de terrorisme en droit interne». 3) qu'il remédie à l'application excessive de la prison préventive. Sur le sujet de la torture, le Comité critique Madrid pour «n'avoir pas élaboré une stratégie globale ni pris les mesures suffisantes pour s'assurer de l'éradication définitive» de la pratique de la torture. Dans un communiqué du 6, Amnesty International (AI) met en demeure le gouvernement espagnol de prendre «sans délai» les mesures pour appliquer les recommandations du Comité de l'ONU, émises quatre jours plus tôt. AI y ajoute «le droit de tout détenu à consulter en privé un avocat de son choix» et «l'utilisation systématique des moyens audiovisuels pour enregistrer les interrogatoires». Le rapport de l'ONU contient par ailleurs d'autres critiques concernant la prison préventive, le secret de certaines procédures, les restrictions de la liberté d'expression et d'association.

■ **Nouvelle rafle.** On assiste à un véritable acharnement judiciaro-policié contre la mouvance abertzale de gauche. Un mois après l'opération contre Batasuna à l'initiative de la juge Le Vert on s'attaque à l'entourage des bars populaires de la côte basque, comme l'a fait le juge Garzón contre les «herriko tebernak». Entreprise le mardi 4 novembre à 6h30 du matin, la rafle a visé dix-huit personnes et les bars associatifs Kanttu d'Hendaye, Tana de Ciboure et Xilko de Bayonne. Ce dernier, impliqué dans l'échauffourée de la dernière nuit des Fêtes de Bayonne, est fermé administrativement par le Préfet du 16 octobre au 16 novembre. Les personnes gardées à vue pour des périodes allant de quelques heures à deux jours au moins se répartissent principalement sur la zone côtière, mais aussi Mendionde, Hasparren, Bonloc. Ont été interrogés par la police au commissariat de Bayonne: Zigor Goieaskoetxea, Ortz Idoate, Luis et Viviane Barriola (du Bar Aita Seme), Jeronimo Prieto, Gorka Haritzaga, Matias Urretxu, Karnele Torre, Stephane Blondel, Jon Irazola, Popol Arranbide, Txomin Irazoki, Miguel Torre, Safi Layous, Iñaki et Gorka Hirigoién, Iñaki Ospital, Jean-François Anpo. A la date du 6, tous ont été relâchés sans charge. La police voulait connaître le financement de ces établissements. Sous-entendu: leurs liens avec ETA...

■ **ETA menace.** Dans un long communiqué en euskara du 6 novembre, ETA a revendiqué dix attentats commis depuis juillet, et commenté l'actualité politique. Sur ce point, les critiques les plus féroces sont adressées une fois de plus au PNV. En ce qui concerne la bombe ayant ravagé le 30 octobre l'Université de Navarre, l'organisation promet de nouveaux coups, car «l'Opus Dei n'est qu'une machine à fabriquer de nouveaux cadres franquistes». ■ **Des années en plus de prison.** La jurisprudence édictée en 2006 par le Tribunal suprême, dite «doctrine 197/2006», mettant en place une prolongation de peine pour les Basques prisonniers politiques, a été appliquée à nouveau le 3 novembre à Inma Noble, incarcérée depuis plus de vingt ans, et à Iñaki Orotegi, en prison depuis 1986. Tous deux sont libérables, mais ils resteront détenu jusqu'en 2016. Cette relecture de condamnations déjà prononcées devrait s'appliquer prochainement à 34 autres Basques, dont Jose Felix Zabartel le vétéran, Santi Arrospide «Potros», Unai Parot et Pakito Lujanbio, l'un des quatre premiers extradés en 1984 par la France, et seul condamné à l'époque. ■ **Affaires non classées.** Le juge Fernando Abreu, de l'Audiencia nacio-

nal, avait admis en juin la plainte déposée par les parents d'Eduardo Moreno Bergareche «Pertur», leader des ETA politico-militaires disparu non loin de Behobie le 25 juin 1976. Les enquêtes précédentes, menées en France, n'avaient rien donné... Les soupçons ont longtemps pesé sur les deux derniers à avoir vu «Pertur», membres d'ETA, dont Apalategi. Le juge de Madrid a entendu quatre ex-militants entre le 4 et le 11 novembre. On s'oriente désormais vers une responsabilité des services secrets espagnols. De son côté, le tribunal de Donostia-Saint Sébastien a réactivé l'instruction sur l'embuscade de la police espagnole à Pasaia le 22 mars 1984 ayant coûté la vie à quatre membres des CAA (Commandos Autonomes). On apprendait le 2 novembre que le procureur du Tribunal suprême demandait l'acquiescement de cinq condamnés à neuf ans de prison dans le dossier 18/98 de «la trame d'ETA». Et une réduction de peines pour 33 autres condamnés dans ce procès. ■ **Extraditions.** Interpellé en août à Gotein sur MAE (Mandat d'arrêt européen) espagnol, Aitor Zubillaga avait été laissé libre par la Cour d'appel de Pau. Celle-ci vient de se prononcer, le 4 novembre. Le MAE a été validé. Le preso Zuhaitz Errasti a été livré le 6 novembre par Paris à la justice espagnole.



De la mort de Milton Friedman à l'effondrement du modèle américain : quelques réflexions sur la crise financière mondiale (2^{ème} partie)

APRES la chute du mur de Berlin en 1989, rien ne semblait pouvoir s'opposer à la domination sans partage de l'idéologie libérale. Le dogme de cette pensée qui s'est imposé jusqu'à aujourd'hui a été celui du démantèlement des politiques publiques jugées néfastes car entravant le fonctionnement des marchés. Au nom du pragmatisme et de «l'efficacité», tous les acteurs ont été sommés d'appliquer dans un maximum de domaines les vertus de la libre concurrence. Au-delà du seul domaine économique, cette logique a ainsi fortement contaminé la sphère politique. Une des meilleures illustrations en a été, à mon sens, le projet de «*Constitution*» européenne de 2005 (reconverti en traité de Lisbonne) dans lequel, au nom du passage à une Europe plus politique, on a voulu nous faire avaler la couleuvre d'une libéralisation accrue. A titre illustratif, on peut citer par exemple l'article 4 de cette «*Constitution*» concernant les libertés fondamentales, qui, contre toute attente, n'évoquait pas des libertés démocratiques du type, libertés d'expression, d'association et de réunion, mais instituait plutôt comme liberté fondamentale la «*libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux...*». Avec la crise financière, le pragmatisme semble avoir tout à coup changé de camp. Dès août 2007, l'image de déposants faisant la queue dans la rue pour vider leurs comptes détenus dans la banque anglaise Northern Rock en faillite remémorait brutalement des scènes de la crise de 1929. Ce faisant, personne n'a soudainement plus remis en cause la légitimité d'une intervention de l'Etat pour sauver le système financier. Depuis, cette intervention s'est voulue la plus massive possible (les sommes cumulées des plans américain et européens se chiffrent à plusieurs milliers de milliards de dollars) et a pris carrément la forme, dans certains cas, d'une nationalisation pure et simple de banques et de sociétés d'assurance (Northern Rock, Fannie Mae, Freddie Mac, AIG...). Milton Friedman (1912-2006), qui fut un des principaux chantres des théories économiques libérales contemporaines, a du s'en retourner dans sa tombe! Prix Nobel d'économie en 1976, figure de proue des théories dites «*monétaristes*» (ou école de Chicago), Milton Friedman a dédié son œuvre et sa vie à la mise à mal des théories de John Maynard Keynes (1883-1946) qui, suite à la crise de 1929, ont inspiré les politiques de relances économiques d'après-guerre. Parmi les ouvrages qui l'ont rendu célèbre, son histoire monétaire des Etats-Unis, 1867-1960 (publié avec A. Schwartz en 1963) présente une interprétation de la crise de 1929 que l'on peut qualifier de «*révisionniste*» quand on la compare à des travaux faisant référence en la matière, comme par exemple le livre, *La crise économique de 1929: anatomie d'une catastrophe financière* de J. K. Galbraith (paru en 1955). En effet, selon M. Friedman, la crise de 1929 ne serait en rien due aux excès de la

Xabi Larralde

spéculation financière et aux dérives des banques, mais à la politique monétaire et aux mesures du New Deal qui suivirent le krach: au lieu de remédier aux dégâts, ces interventions ne firent qu'envenimer les choses. In fine, l'état était donc responsable, pas le marché. Si donc les marchés financiers étaient innocents dans la crise de 1929,



«A nous d'être assez vigilants et combatifs pour que cette crise du capitalisme débouche sur une alternative au modèle libéral»

pourquoi faudrait-il les réguler? Bien au contraire, il faut les déréguler, c'est-à-dire faire sauter les règles qui bloquent leur libre fonctionnement. Mais la libéralisation financière n'est qu'un aspect de la libéralisation économique. Cette dernière s'inscrit dans un mouvement général visant en particulier des secteurs dont la réglementation était justifiée par le fait qu'ils étaient considérés, jusqu'à peu, comme relevant de services publics: transports, énergie, télécommunications, etc. Pour M. Friedman, ce mouvement de libéralisation n'a pas de limite et doit même s'étendre jusqu'au domaine de l'éducation. A cet enseigne, en 1996, il a créé avec sa femme une fondation pour la «*liberté de choix dans l'éducation*» visant à promouvoir l'idée selon laquelle il doit revenir «*aux parents —et non aux bureaucrates— de choisir dans quelle école iraient leurs enfants. (...) Ce faisant, ils détermineraient également quels établissements obtiendraient plus de financement (...). Les professeurs et administrateurs auraient alors toutes les raisons de satisfaire leurs véritables clients: les élèves*» (Milton & Rose Friedman, *La tyrannie du statu quo*, 1984). Il faut comprendre que les idées libérales ne se sont pas imposées «*naturellement*» au fil du temps. Bien au contraire, leur diffusion est le résultat d'une véritable «*guerre des tranchées*» idéologique menée en particulier par des officines intellectuelles —appelée «*think tank*» en anglais— ayant pour mission de formater aux idées libérales les «*élites*» sociales: universitaires, responsables politiques, journalistes, etc. M. Friedman participa à Paris en 1947 à la réunion fondatrice de la première de ces officines, la Société du Mont Pèlerin. Selon K. Dixon, aujourd'hui, tout un réseau de «*think tanks*» éparpillés à travers le monde constitue «*comme au temps du Comintern, une internationale structurée et amplement financée (...) qui, dans chaque pays, prépare l'opinion publique aux transformations économiques et sociales qu'elle juge nécessaires*» (K. Dixon, *Les évangélistes du marché*, édition Raisons d'agir, 1998). Le point

d'orgue de ce processus de domination des théories économiques libérales a été l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre et de Ronald Reagan aux USA. Ils eurent justement pour principal conseiller économique M. Friedman en personne. Aucune ambiguïté donc sur les affinités politiques de celui qui fut le gourou de la «*révolution conservatrice*» des années 80. Et ce, d'autant moins, quand on sait que la «*thérapie de choc*» qu'il préconisait avait été appliquée quelques années plus tôt par Pinochet au Chili (Voir N. Klein, *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, éditions Acte Sud, 2008). A la faveur d'un phénomène dit de «*stagflation*» (c'est-à-dire d'une grave récession associée à une forte inflation) remettant en cause le cadre d'analyse keynésien, les théories libérales s'imposèrent à partir des années 80, non seulement à l'échelle des politiques gouvernementales, mais aussi au niveau des politiques économiques internationales. En particulier, les disciples de M. Friedman, les «*Chicago Boys*», furent aux commandes du Fonds Monétaire International (FMI) pendant toute la durée de la présidence (1987-2000) de Michel Camdessus (qui a ses origines au Pays Basque, puisqu'il est né à Bayonne). Champ d'analyse privilégié de la théorie monétariste, les politiques monétaires furent également radicalement réorientées dès 1979, sous la houlette du président de la Fed (Banque centrale américaine) Paul Volcker. Mais il faut savoir qu'en Europe, aujourd'hui encore, la priorité à la lutte contre l'inflation, qui est une des préconisations clés de la théorie monétariste, est inscrite dans les statuts même de la Banque Centrale Européenne (BCE). L'idée est que la lutte contre l'inflation qui permet, entre autres, d'éviter une érosion du capital et garantit une meilleure rémunération des créanciers, doit passer avant les politiques de relance économique et de lutte contre le chômage impliquant l'intervention de l'état et des déficits publics. Alors, même si on ne peut qu'espérer que la crise financière actuelle assène un coup fatal à l'idéologie libérale, peut-on affirmer que M. Friedman, pourtant décédé en 2006, est réellement mort? Rien n'est moins sûr. Car le cadre libéral qui a largement été alimenté par ses idées continue d'orienter les politiques menées notamment en Europe. C'est vrai à un niveau «*global*», avec, comme je l'ai souligné, le fonctionnement de la Banque Centrale Européenne, mais aussi le traité de Lisbonne censé faire redémarrer l'Europe et qui n'est que la copie conforme du projet de «*Constitution*» de 2005. C'est vrai également au niveau local, où le démantèlement des services publics (poste, hôpitaux, etc.) qui continue d'aller de l'avant ne manquera pas, en Pays Basque même, d'exacerber les problèmes d'aménagement du territoire. C'est donc à nous d'être assez vigilants et combatifs pour que cette crise du capitalisme débouche effectivement sur une alternative réelle au modèle libéral.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Culture populaire: un peuple qui vit est un peuple qui crée 4 à 9
 - Divorce à la Navarraise 10
- Cahier n°2 «*Alda*» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahou à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr